

« L'Ukraine est le théâtre d'une nouvelle guerre froide. »

Face aux menaces de Vladimir Poutine sur l'Occident qui se succèdent, les États-Unis souhaitent accorder une aide de 33 milliards de dollars à l'Ukraine. Ce sont deux blocs, et une nouvelle guerre froide, qui s'installent.

France Info, 29 avril 2022

L'invasion russe de l'Ukraine a relancé le débat sur l'existence d'une nouvelle guerre froide. Depuis 2014, l'Ukraine est souvent présentée comme un lieu d'affrontement entre les Russes et les Occidentaux qui chercheraient à l'intégrer à leur camp respectif ce qui rappellerait la guerre froide opposant, pendant la seconde moitié du xx^e siècle, les États-Unis et l'URSS autour de deux blocs idéologiques et militaires. Cette lecture est notamment présente dans les discours officiels russes qui interprètent les événements en Ukraine, tels que la Révolution de Maïdan de 2013-2014, comme étant manipulés voire orchestrés par les Occidentaux dont l'objectif serait d'affaiblir la Russie. En juillet 2021, Vladimir Poutine publie un essai qui insiste sur le « projet anti-russe » en Ukraine et « ses auteurs occidentaux ». Le 30 septembre 2022, son discours sur l'incorporation de territoires ukrainiens à la Russie prend la forme d'une diatribe contre « l'Occident collectif » dépeint comme manipulateur, colonialiste et esclavagiste.

Outre sa volonté de main mise sur ses voisins considérés comme des petits pays devant se soumettre aux grandes puissances, Poutine s'oppose, depuis des années, à ce qu'il considère comme un monde unipolaire dirigé par les États-

Unis et prône un monde multipolaire dans lequel la puissance de la Russie serait reconnue. En février 2007, lors d'un forum sur la sécurité, il accuse les États-Unis d'unilatéralisme dans la gestion des affaires du monde. Et, en 2009, se tient, dans la ville russe d'Ekaterinbourg, le premier sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui, deux ans plus tard, deviennent BRICS avec l'entrée de l'Afrique du Sud et qui forment une sorte de contre-point aux sommets du G8 auxquels la Russie pourtant participe entre 1998 et 2014. L'idée est d'instaurer un ordre mondial différent de celui qui s'impose dans l'immédiat après-guerre froide.

En 2014, malgré l'annexion russe de la Crimée et le conflit à l'est du pays, l'Ukraine reprend sa coopération avec l'UE avec la ratification d'un accord d'association incluant un accord de libre-échange et un régime sans visa, obtenu un an plus tôt par la Moldavie et la Géorgie. L'UE adopte aussi, à l'encontre de la Russie, des sanctions politiques et économiques en collaboration avec les États-Unis, le Canada, l'Australie et d'autres pays qui jugent son action contraire au droit international. Exclue du G8, la Russie réplique par des contre-sanctions. La coopération de l'OTAN avec l'Ukraine est renforcée alors qu'elle cesse avec la Russie. Ces tensions sont présentées comme le symbole d'une nouvelle guerre froide dans les médias et par les experts mais l'expression est également utilisée pour qualifier la compétition entre les États-Unis et la Chine.

En décembre 2021, alors que la Russie masse ses troupes aux frontières de l'Ukraine, Poutine demande aux membres de l'OTAN de s'engager, par traité, à exclure tout nouvel élargissement à l'est de l'alliance ce qu'ils refusent tout en maintenant le dialogue. L'attaque militaire de l'Ukraine

en février 2022 est alors présentée par les autorités russes comme une action défensive préventive face à un Ouest supposé menaçant. Elle génère, de la part des puissances occidentales, de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie et une aide militaire et financière sans précédent à l'Ukraine dont celle des États-Unis qui, en septembre 2022, représente plus de la moitié du soutien étranger au pays avec 25 milliards d'euros uniquement pour le volet militaire.

Comme protection ultime face à la Russie, le président ukrainien Volodymyr Zelensky demande une adhésion rapide de son pays à l'OTAN ce qui est peu probable tant que la guerre dure : elle impliquerait une participation active au combat que les Occidentaux veulent éviter et elle pourrait faire évoluer le conflit en une nouvelle guerre mondiale. Mais, l'OTAN qui considère la Russie comme « la menace principale et la plus directe » pour sa sécurité et qui renforce ses capacités militaires sur son flanc oriental accepte les candidatures de la Suède et de la Finlande, pays longtemps restés neutres et inquiets pour leur sécurité depuis février 2022. Poutine condamne alors les « ambitions impérialistes » et « hégémoniques » de l'organisation et dénonce « un accaparement géopolitique » de l'UE lorsque celle-ci accepte, en juin 2022, les candidatures de l'Ukraine et de la Moldavie offrant, pour la première fois, une perspective d'adhésion à ces deux pays.

L'agression russe contre l'Ukraine en 2022 marque ainsi la fin de l'après-guerre froide et de la possibilité d'associer la Russie à un vaste ensemble européen. Elle fait réapparaître deux blocs avec d'un côté, les Occidentaux en tant qu'alliés de l'Ukraine et, de l'autre, la Russie soutenue idéologiquement par la Chine dans une volonté commune d'affaiblir

les États-Unis, même si les deux pays ne sont pas liés par une alliance militaire. Pékin s'abstient, par ailleurs, régulièrement à l'ONU lors du vote de résolutions concernant l'invasion russe de l'Ukraine contrairement à la Biélorussie, la Corée du Nord et la Syrie qui soutiennent fermement Moscou. Ces deux blocs qui opposent des démocraties à des régimes autoritaires rappellent la guerre froide même s'ils forment une relation déséquilibrée et sont moins soudés que par le passé.

La Russie ne sert pas réellement de modèle à l'international : son discours anti-occidental séduit mais ne produit pas de loyauté systématique. La Chine ne lui offre pas d'équipement militaire contrairement à l'Iran qui lui livre des drones kamikazes. Et si certains pays d'Afrique ou d'Asie se gardent de critiquer la Russie c'est davantage par intérêt national que par allégeance à cette dernière, même s'ils sont sensibles à son argumentaire qui repose sur la traditionnelle position soviétique aux côtés de l'anti-colonialisme. La Russie utilise le territoire biélorusse comme base arrière militaire mais sa crédibilité est entachée chez d'autres alliés de son voisinage notamment en Arménie, au Kazakhstan et au Tadjikistan. Quant au camp occidental, il manque aussi de cohérence : des dirigeants européens craignent une trop grande dépendance vis-à-vis des États-Unis alors que le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, fustige les sanctions contre la Russie.

Si deux blocs se dessinent et sont en compétition, ils évoluent dans un environnement plus multipolaire que bipolaire comme en témoigne le nombre de pays qui, en s'abstenant à l'ONU (35 sur 193 lors du vote de la résolution condamnant l'agression russe de l'Ukraine le 2 mars 2022),

cherchent à ne s'inscrire dans aucun camp comme l'Inde ou l'Afrique du Sud. Cette position rappelle le mouvement des non-alignés qui, dans les années 1950, regroupait plusieurs pays, dont les deux précités ainsi que certains autres récemment décolonisés, qui refusaient de s'engager dans la guerre froide. En 2022, leurs motivations sont toutefois différentes et très variables : crainte de représailles russes, opportunisme, nationalisme.

Dans cet ensemble de pays indécis, la Turquie et Israël adoptent une attitude particulière en condamnant l'agression de la Russie sans toutefois soutenir les sanctions occidentales à son encontre ce qui leur offre la possibilité de jouer un rôle de médiation. Membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie adopte une position médiane entre la Russie dont elle s'est rapprochée en 2017 et l'Ouest avec lequel les relations sont difficiles depuis le durcissement du régime du président Recep Tayyip Erdogan. En mars 2022, ce dernier est à l'initiative du premier face-à-face, depuis l'invasion, entre les chefs de la diplomatie russe et ukrainienne avant que les négociations ne s'arrêtent. Et, en juillet 2022, c'est par son entremise et celle du Secrétaire général de l'ONU qu'un accord sur les exportations de céréales ukrainiennes est signé pour 4 mois renouvelables. La Turquie offre une aide militaire à l'Ukraine dont les drones Bayraktar contrairement à Israël qui cherche à ménager son allié russe pour plusieurs raisons dont l'accord tacite de Moscou sur les frappes israéliennes contre des cibles liées à l'Iran en Syrie.

Face à une occupation militaire non stabilisée, les dirigeants et médias russes adoptent une rhétorique anti-occidentale de plus en plus outrancière prenant des allures de croisade religieuse : les pays occidentaux sont associés

au satanisme. Cette rhétorique s'accompagne de plusieurs menaces comme celles d'un usage potentiel de l'arme nucléaire ou de rupture de livraisons de blé ou de gaz. La Russie cherche à affaiblir l'Occident mais aussi à provoquer un assouplissement des sanctions à son égard et une diminution de l'aide à l'Ukraine. Après avoir été imaginée par Moscou comme une guerre éclair, la guerre russo-ukrainienne s'apparente à une guerre d'usure avec des combats permanents, le long d'une ligne de front de 1 000 km début 2023, qui font de nombreuses victimes civiles et militaires sans parler des bombardements russes sur les infrastructures civiles ukrainiennes devenus réguliers à l'automne 2022.

La guerre russo-ukrainienne fait donc apparaître deux blocs qui, autour des deux parties au conflit, s'opposent en termes de régime politique et rappellent la guerre froide. Mais le monde n'en reste pas moins multipolaire comme le montre le nombre de pays qui ne veulent rejoindre aucun camp ou qui cherchent une position médiane centrée sur la défense de leur intérêt national. Outre qu'il soit déséquilibré, le rapport de force entre ces deux blocs s'accompagne d'une guerre chaude en Ukraine, qui est un point de fixation pour le Kremlin, et dont l'issue sera déterminante pour l'évolution de cette compétition internationale.

La menace nucléaire

Régulièrement évoquée depuis l'invasion russe du 24 février 2022, la menace nucléaire concerne, tout d'abord, le nucléaire civil : l'Ukraine possède quatre centrales nucléaires dont celle de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, occupée par les forces militaires russes depuis le 4 mars 2022 et autour de laquelle ont lieu des bombardements dont Moscou et Kiev s'accusent mutuellement. Ces bombardements font craindre un éventuel accident par impact direct ou par la perte totale en alimentation électrique sans parler des erreurs potentielles de maintenance sachant que les opérateurs ukrainiens de la centrale sont soumis à des pressions permanentes de l'occupant russe.

Ces risques ravivent le souvenir de l'accident de la centrale de Tchernobyl, située à une centaine de kilomètres au nord de Kiev, dont le réacteur numéro 4 avait explosé le 26 avril 1986. Un nuage radioactif s'était propagé contaminant principalement le nord de l'Ukraine, le sud de la Biélorussie et l'ouest de la Russie et, dans une moindre mesure, plusieurs parties du territoire européen. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été évacuées et quelque 600 000 « liquidateurs » ont été dépêchés sur les lieux avec une faible, voire aucune, protection. Différentes sources font état d'un bilan humain beaucoup plus élevé que les 4 000 décès officiellement reconnus. Stoppée définitivement fin 2020, la centrale suscite à nouveau l'inquiétude en février-mars 2022 lorsque l'armée russe l'occupe pendant 35 jours.

Dans ses discours, Poutine évoque aussi régulièrement l'hypothèse d'un usage de l'arme nucléaire sachant que son pays possède l'arsenal le plus important juste devant les États-Unis. Dans les médias russes, le temps en secondes pour qu'une bombe russe puisse atteindre Londres, Paris ou Berlin est parfois mentionné. Les experts occidentaux s'accordent à dire que l'utilisation de l'arme nucléaire par Poutine est peu probable, notamment sur les États membres de l'UE ou de l'OTAN, mais elle n'est pas inenvisageable sur l'Ukraine *via* les armes dites tactiques, soit à faible rendement, notamment en cas d'échec militaire. La menace nucléaire agitée par le président russe vise surtout à décourager les alliés de l'Ukraine de lui venir en aide. Selon les spécialistes, elle ne met pas à mal la dissuasion nucléaire, qui a pour objectif d'empêcher la guerre entre grandes puissances, même si elle est brandie ici dans le cadre d'une attaque militaire contre un pays, l'Ukraine, qui a renoncé à son propre arsenal au profit de Moscou en 1994, en échange d'une garantie sur son intégrité territoriale (mémoire de Budapest).